

gouvernement nous dirait-il s'il va partager les frais des nouvelles subventions nécessaires pour régler le différend en Saskatchewan?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, la loi sur l'assurance-hospitalisation est très claire au sujet de la participation fédérale aux frais de fonctionnement des hôpitaux. En ce qui concerne la Saskatchewan, nous les partagerons conformément à cette formule, qui est bien connue.

M. Skoberg: Le ministre voudrait-il nous dire si le premier ministre de la Saskatchewan a demandé des subventions supplémentaires afin de régler ce conflit dans sa province?

L'hon. M. Munro: Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Ma question s'adresse au président du Conseil privé. A la suite de ce qui s'est passé hier après-midi, le gouvernement est-il prêt à proposer des mesures afin de remédier au mauvais état du football dans l'Ouest?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Oui, monsieur l'Orateur. Je ferai de mon mieux pour que cela ne devienne pas pour l'Ouest une raison de plus de nous en vouloir.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LA CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL À HODGSON (MAN.)

M. Robert Simpson (Churchill): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Voudrait-il envisager de faire, avant le congé de Noël, une déclaration complète au sujet d'un certain nombre d'hôpitaux dont la construction devait être commencée l'année prochaine sous les auspices de son ministère et qui est maintenant remise à plus tard, comme par exemple celle de l'hôpital que l'on comptait construire à Hodgson, au Manitoba?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'examinerai ce qui en est de l'hôpital dont le député vient de parler.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Puis-je poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social une question supplémentaire? Y a-t-il eu des discussions entre son homologue de la Saskatchewan et lui, ou entre le gouvernement de cette province et

[M. Skoberg.]

lui, au sujet des conditions de paiement des frais d'hospitalisation à partager entre le gouvernement provincial de la Saskatchewan et le gouvernement fédéral?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, les discussions qui ont eu lieu avec le ministre de la Santé de la Saskatchewan sont semblables à celles qu'on mène avec tous les autres ministres provinciaux de la Santé. Elles ont porté sur l'élaboration des méthodes qui permettront au gouvernement fédéral et aux provinces de collaborer à restreindre les frais dans toute la région.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AIDE AUX PAYS ÉTRANGERS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Ma question s'adresse au premier ministre. Puisqu'on doute maintenant que le gouvernement canadien ait encore l'intention de consacrer 1 p. 100 du produit national brut à l'aide étrangère au début des années 1970, quand le premier ministre pourra-t-il annoncer à la Chambre ce que le gouvernement compte faire dans ce domaine et s'il vise toujours l'octroi de 1 p. 100? En outre, en quelle année le gouvernement compte-t-il atteindre cet objectif?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, je crois avoir dit en août, en annonçant les principes directeurs pour l'année suivante, que nous ne viserions pas ce but dans l'année qui vient, mais que nous resterions sur notre position, à savoir que nous allions consacrer beaucoup plus, des millions et des millions de dollars supplémentaires, à l'aide extérieure au cours de ladite année. Toutefois, nous n'allons pas l'augmenter cette année d'après le pourcentage de notre produit national brut ou de notre budget.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Dois-je en déduire que le gouvernement a abandonné, au moins provisoirement, le but qu'il s'est fixé auparavant: parvenir à consacrer à l'aide étrangère 1 p. 100 du produit national brut au début des années 1970?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur. Nous n'avons pas abandonné cet objectif, mais nous ne l'avons pas réaffirmé pour l'année qui vient. J'ai déjà dit pourquoi. Nous avons songé à donner davantage, mais non pas à accroître notre pourcentage. Nous avons jugé cette mesure nécessaire à cause du programme général de dépenses que nous avons annoncé l'été dernier. Nous avons essayé de geler la plupart des secteurs de